

Le Guyana ne reconnaît pas les droits du Venezuela, déclare la vice-présidente Delcy Rodríguez

Image not found or type unknown



Caracas, 19 septembre (RHC) La vice-présidente exécutive Delcy Rodríguez a déclaré mardi que son pays rejette la voracité illimitée de la Guyane qui ignore les droits souverains du Venezuela et favorise les intérêts transnationaux qui encouragent les conflits.

C'est ce qu'a déclaré la ministre de l'Économie et des Finances sur son compte X (anciennement Twitter), à propos de la déclaration publiée mardi par le ministère des Affaires étrangères.

Le texte réfute fermement l'appel d'offres illégal pour les blocs pétroliers mené par le gouvernement de la Guyane (Blocks far tender far 2022 - Guyana Licensing Round) et dénonce le fait qu'il "vise à disposer des zones maritimes en attente de délimitation" entre les deux pays.

La note affirme que le gouvernement du Guyana "ne possède pas de droits souverains sur ces zones maritimes" et que, par conséquent, toute action sur ses frontières est une violation du droit international, tant qu'elle n'est pas menée dans le cadre d'un accord avec Caracas.

Le Venezuela a réaffirmé que "toute concession illicite et arbitraire" que la Guyane accorde, a accordée ou a l'intention d'accorder dans les zones en question est inacceptable et constitue une violation de ses droits souverains.

Il a également averti que ces actions ne génèrent aucun type de droits pour les tiers participant au processus (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/334494-le-guyana-ne-reconnait-pas-les-droits-du-venezuela-declare-la-vice-presidente-delcy-rodriguez>



Radio Habana Cuba